



Sylvain ROBERT
Maire de Lens
Président de la Communauté
d'Agglomération de Lens-Liévin

DIRECTION
Services Techniques
Cadre de vie

Affaire suivie par M. Alain DE SCHEPPER
Agent de Maitrise Principal Territorial
ADS/CR

ARRETE N : 2025 - 1268

NOMENCLATURE : 8-3

ARRETE PORTANT RESTRICTION TEMPORAIRE DE CIRCULATION, INTERDICTION TEMPORAIRE DE STATIONNEMENT DES VEHICULES, RESTRICTION TEMPORAIRE DES PIETONS ET DES VELOS RUE D'ARTOIS, PLACE DU QUERCY, RUE ALAIN ET PLACE JEAN COCTEAU A LENS,

Le Maire de la Ville de Lens,
Président de la Communauté d'Agglomération de
Lens-Liévin,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,
notamment les articles L.2211-1 à L.2213-6,

Vu le Code de la Route,

Vu l'arrêté municipal n° 2025-1145 du 25 juin 2025
portant délégations à des Adjoint au Maire,

Vu la charte de l'arbre de la Ville de Lens,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 16
décembre 2020 relative à la protection et
l'indemnisation suite à dégradation sur le patrimoine
arboré,

Vu la demande en date du 03 juillet 2025 reçue aux
services techniques de la Ville de Lens le 03 juillet
2025, des entreprises BONNET, 37 rue du Huit Mai
1945 à MONTIGNY EN GOHELLE (62440) et ses
sous-traitants,

Considérant la création de deux aires de jeux pour le
compte de la ville de Lens vont être entrepris par
l'entreprise BONNET et ses sous-traitants et qu'il
convient de prendre les mesures pour en faciliter la
réalisation et prévenir les accidents pendant la période
allant du mardi 15 juillet 2025 au vendredi 22 août 2025
inclus.

ARRETE

Durant la période allant du mardi 15 juillet 2025 au vendredi 22 août 2025 inclus, les dispositions suivantes pour restreindre la circulation et le stationnement seront applicables rue d'Artois (partie comprise entre l'avenue de la Fosse 11 et la rue du Lyonnais) la place du Quercy, rue Alain (partie comprise entre la rue de Londres et la rue du Traité de Westphalie) et place Jean Cocteau à Lens.

ARTICLE 1 : La circulation sera restreinte et/ou modifiée suivant l'avancement des travaux rue d'Artois, place du Quercy, rue Alain et place Jean Cocteau à Lens.

ARTICLE 2 : Un itinéraire de déviation sera mis en place au niveau du parvis piétonnier concerné par les travaux dans les places du Quercy et Jean Cocteau.

ARTICLE 3 : Le stationnement sera réservé à l'entreprise BONNET et ses sous-traitants au droit des travaux, sur une distance de 50 mètres de part et d'autre du chantier et de part et d'autre de la chaussée et interdit à tout autre véhicule, suivant l'avancement du chantier.

- ARTICLE 4** : La circulation sera restreinte au droit du chantier. Selon les besoins, l'avancement et la fluidité du trafic, elle sera gérée par « Homme-traffic » en faction de part et d'autre de la zone de travaux.
- ARTICLE 5** : Le trottoir côté travaux sera neutralisé, la circulation des piétons se fera sur le côté opposé. Des panneaux les invitant à emprunter le trottoir opposé seront installés de part et d'autre du chantier.
- ARTICLE 6** : Les jours de matchs du Racing Club de Lens, l'entreprise BONNET et ses sous-traitants veilleront à ce que le chantier soit propre et sécurisé (évacuation de tout éventuel projectile). Le chantier devra être libéré 4 heures avant le début de la rencontre.
- ARTICLE 7** : Tout véhicule sortant des places du Quercy et Jean Cocteau devra marquer un temps d'arrêt et céder la priorité aux véhicules circulant rue d'Artois et rue Alain. Un panneau de type AB4 sera installé au droit du carrefour concerné.
- ARTICLE 8** : La vitesse des véhicules sera limitée à 30 km/heure.
- ARTICLE 9** : La signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise BONNET et ses sous-traitants veilleront conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 132 de cette instruction.
- ARTICLE 10** : Durant la nuit, la signalisation réglementaire sera mise en place par l'entreprise BONNET et ses sous-traitants conformément à la 8^{ème} partie du Livre I de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation temporaire en milieu urbain, précisée dans l'article 129 de cette instruction.
- ARTICLE 11** : Lors des terrassements sur trottoir, un passage sécurisé sera mis en place au droit du chantier afin de faciliter la circulation des piétons. Une passerelle sera ensuite installée au-dessus de la tranchée.
- ARTICLE 12** : En cas de dégradation volontaire ou non survenant sur le patrimoine arboré, le Barème d'Evaluation de la Valeur de l'Arbre approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 16 décembre 2020 sera appliqué.
- ARTICLE 13** : L'entreprise BONNET et ses sous-traitants seront tenues d'assurer le nettoyage des voiries au droit du chantier. Elles seront également tenues de respecter les préconisations sanitaires en vigueur.
- ARTICLE 14** : L'entreprise BONNET et ses sous-traitants seront tenues d'intégrer à la durée des travaux, les réfections complètes et définitives de la zone de stationnement et du trottoir, au droit du chantier.
- ARTICLE 15** : L'entreprise BONNET et ses sous-traitants seront tenues pour seules et entières responsables de tous les accidents et dommages causés aux tiers par l'exécution des travaux dans l'emprise du chantier.
- ARTICLE 16** : Dès que le délai accordé pour la réalisation des travaux est dépassé, ou en cas d'insécurité sur la zone en chantier ou de non-respect des mesures sanitaires, la Ville de Lens se réserve le droit de le faire stopper et de faire combler la ou les tranchée(s), le cas échéant, aux frais de l'entreprise BONNET et ses sous-traitants sans que celles-ci n'aient l'assurance d'en être informés, et cela sans recours.
- ARTICLE 17** : L'accès aux riverains, ainsi qu'aux services de secours et d'incendie, sera maintenu.
- ARTICLE 18** : L'entreprise BONNET et ses sous-traitants seront tenues d'afficher, de manière visible, au droit des travaux le présent arrêté.

ARTICLE 19 : L'entreprise BONNET et ses sous-traitants seront tenues de respecter le règlement de voirie municipal approuvé par délibération du Conseil Municipal en date du 6 février 1987 et du 19 juin 1987.

ARTICLE 20 : Conformément à l'article L.325-1 du Code de la Route, tout véhicule ne respectant pas les mesures de circulation et de stationnement mentionnées au présent arrêté sera considéré comme gênant et pourra être verbalisé voire mis en fourrière.

ARTICLE 21 : Toute intervention ayant un impact significatif sur la circulation et/ou sur le stationnement devra faire l'objet d'une communication auprès des riverains au minimum 3 jours calendaires avant le démarrage des travaux (lettre circulaire qui devra être validée au préalable par les services municipaux).

ARTICLE 22 : La non-application des articles précédents fera l'objet d'une mise en demeure, qui sera suivie d'un arrêt de chantier en cas de carence.

ARTICLE 23 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de LILLE, rue Geoffroy Saint-Hilaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le Tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire, dans le même délai de deux mois.

Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. Au terme d'un délai de deux mois, le silence du maire vaut rejet implicite.

ARTICLE 24 : Le présent arrêté fera l'objet d'une publication sur le site internet de la Ville de Lens : www.villedelens.fr (rubrique actes administratifs), et une copie en sera adressée à la sous-préfecture de l'arrondissement de Lens. En outre, une expédition en sera transmise au Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens, ainsi qu'au Comptable Public.

ARTICLE 25 : Le Directeur Général des Services de la Mairie, le Commissaire Central de Police et de Sécurité Publique de Lens et le Comptable Public, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville, le 10 juillet 2025

Pour le Maire,
L'Adjoint Délégué

